

Entre risques commerciaux et soutiens budgétaires

*D*ébut 2019, les incertitudes sur la situation économique ont eu tendance à s'accroître, sur le plan international comme dans l'Hexagone. Incertitudes sur les « règles du jeu » économiques tout d'abord. Incertitudes, ensuite, sur les réactions des différents acteurs économiques face aux éventuelles modifications de ces règles.

Au niveau international, la perspective du Brexit ainsi que la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis ont occupé le devant de la scène, faisant craindre de fortes hausses des droits de douanes. Les entreprises ont adapté leurs anticipations en conséquence : les importations britanniques ont par exemple vivement accéléré au premier trimestre 2019, avant ce qui aurait pu être la date du Brexit. D'une manière générale, les chaînes de valeur mondiales restent caractérisées par un très fort niveau d'interdépendance entre les pays, mais l'on assiste d'ores et déjà à certaines réorientations des flux commerciaux.

En France, les mesures d'urgence économiques et sociales annoncées en décembre dernier se sont traduites – au niveau agrégé – par une progression assez vive du pouvoir d'achat. Pourtant, l'accélération de la consommation des ménages n'a pas été aussi marquée, reflétant peut-être, dans l'ombre portée de la crise des gilets jaunes, un climat teinté d'un peu d'attente.

La suite de l'année semble s'annoncer sous des auspices assez similaires. Le contexte international paraît moins porteur que l'an dernier et le commerce mondial continuerait de ralentir : l'issue des différentes négociations commerciales en cours est sans cesse repoussée, et l'on ne peut exclure à ce stade ni la perspective d'un Brexit « dur » ni celle d'une escalade protectionniste américaine.

Les banques centrales et les différents gouvernements ont néanmoins pris acte du risque de ralentissement et ajustent leur politique économique. La Federal Reserve a ainsi interrompu la hausse de ses taux directeurs face aux doutes sur l'inflation et les salaires. De son côté, l'économie chinoise résisterait, grâce à des mesures de soutien budgétaire et à une politique monétaire accommodante.

Début 2019, les principaux pays de la zone euro ont, eux aussi, tous mis en place – d'une manière ou d'une autre – des mesures de soutien budgétaire visant notamment à renforcer le pouvoir d'achat des ménages. Pour autant, même si la croissance de la zone euro a rassuré au premier trimestre (+0,4 %), la consommation n'a pas complètement suivi les gains de pouvoir d'achat : la France n'est pas le seul pays où le taux d'épargne des ménages a grimpé.

Naviguant entre les risques de vents contraires sur le commerce mondial et le soutien escompté de revenus qui ont plutôt le vent en poupe, la zone euro connaîtrait d'ici la fin de l'année une croissance modérée, de l'ordre de 0,3 % par trimestre et de +1,2 % en moyenne annuelle.

En France, le climat des affaires ainsi que la confiance des ménages se sont redressés début 2019, après avoir touché un point bas en décembre 2018, au cœur de la crise sociale. Le profil de la croissance serait néanmoins plus lisse, comme depuis un an et demi : l'économie française conserverait, d'ici la fin 2019, un rythme de croissance de 0,3 % par trimestre. En moyenne annuelle, le ralentissement de l'activité se poursuivrait (+1,3 % en 2019 après +1,7 % en 2018 et +2,4 % en 2017). Mais si 2018 a surtout été portée comptablement par le commerce extérieur, l'année 2019 le serait davantage par la demande intérieure : même si le taux d'épargne ne se replierait que graduellement, la consommation des ménages gagnerait en vigueur, dans le sillage de revenus dynamiques et d'une inflation contenue (prévue à +1,4 % en décembre 2019) ; l'investissement des entreprises resterait dynamique mais décélérerait toutefois quelque peu. Le commerce extérieur, quant à lui, pèserait légèrement sur la croissance française, contrairement à l'an dernier.

Ce rythme de croissance serait suffisant pour accentuer un peu le dynamisme des créations d'emploi (241 000 créations nettes prévues en 2019, après 182 000 en 2018). Dans un contexte de ralentissement tendanciel de la population active, le taux de chômage poursuivrait sa baisse de l'ordre de 0,1 point par trimestre, pour s'établir à 8,3 % en fin d'année. ■

Les tensions protectionnistes se renforcent alors que le commerce mondial a déjà ralenti

Le commerce mondial est en ralentissement

Après une expansion supérieure à 1,0 % par trimestre en 2017, le commerce mondial a ralenti en 2018. Si les importations chinoises ont rebondi durant l'hiver, les achats de la zone euro et des États-Unis ont décéléré.

La croissance européenne s'est un peu redressée au premier trimestre 2019 tandis que la demande intérieure américaine s'essouffle

Après une fin d'année 2018 difficile (+0,1 % à l'été puis +0,2 % à l'automne), l'activité économique en zone euro est redevenue plus allante en début d'année 2019 (+0,4 %). En Allemagne, le rattrapage de la consommation a permis de renouer avec l'accroissement de l'activité (+0,4 %) après la morosité des deux derniers trimestres 2018 (-0,2 % puis 0,0 %). L'activité italienne a cessé de reculer (+0,1 % au premier trimestre 2019 après -0,1 %) même si la demande intérieure demeure peu dynamique. L'économie espagnole est restée tonique (+0,7 % au premier trimestre 2019). La croissance française (+0,3 %) s'est établie dans le prolongement de celle de fin 2018 malgré la faiblesse des exportations. De l'autre côté de l'Atlantique, la croissance des États-Unis, relativement vive en début d'année (+0,8 %) a surtout été portée par le commerce extérieur et le stockage, compensant la plus faible contribution de la demande intérieure à l'activité depuis un an et demi (+0,4 point).

Le ralentissement du commerce mondial affecte la Chine et certains pays émergents

En Chine, si la croissance affichée se maintient autour de 1,5 % par trimestre, certains indicateurs conjoncturels moins bien orientés (ventes au détail, production industrielle) peuvent traduire les tensions commerciales en cours et l'effet du ralentissement économique mondial. Chez les autres émergents, l'activité est encore dynamique en Inde mais la Turquie et l'Argentine subissent toujours les suites des crises qui ont débuté en 2018, tandis que le Brésil, la Russie et les pays d'Europe de l'Est voient plutôt leur activité ralentir.

Au premier trimestre, l'activité française s'est accrue de 0,3 %

Depuis début 2018, l'activité en France a crû en moyenne de 0,3 % par trimestre. Portée par les gains de pouvoir d'achat, la consommation des ménages (+0,4 %) a été le principal soutien de la croissance du PIB au premier trimestre (+0,3 %). Les importations ayant crû plus vite que les exportations durant l'hiver (+1,4 contre +0,4 %), le commerce extérieur a pesé sur la croissance du produit intérieur brut français à hauteur de 0,3 point. Contrastant avec leur dynamisme depuis un an et demi (à plus de 1,0 % par trimestre), les investissements des entreprises en services ont marqué le pas au début de l'année (-0,1 %). Le rebond de l'investissement en produits manufacturés (+2,0 % au premier trimestre 2019) a cependant permis le maintien de l'accroissement de l'investissement des entreprises (+0,7 %), à un rythme toutefois moins dynamique qu'en moyenne en 2017 et 2018. Enfin, l'investissement des ménages français a stagné (après -0,3 % fin 2018).

Le taux de change de l'euro ainsi que les taux souverains européens ont de nouveau légèrement baissé

Les banques centrales ont pris acte du ralentissement économique mondial

Après une hausse fin 2018, la Réserve fédérale (Fed) scrute les évolutions économiques avant de s'engager plus avant au sujet des prochains mouvements de ses taux directeurs. Elle a par ailleurs annoncé l'arrêt de la réduction de son bilan à partir de septembre prochain. La Banque centrale européenne (BCE) maintient une politique monétaire très accommodante : ses taux directeurs demeurent au plus bas, et elle

lancera un nouveau programme de refinancement (TLTRO) à partir de septembre 2019 face au ralentissement économique actuel. Ces taux d'intérêt particulièrement faibles ont permis une légère baisse des taux souverains de la zone euro ainsi que le maintien d'une croissance rapide (plus de 5 % par an) des encours de crédit aux entreprises françaises et allemandes comme aux ménages français.

De 1,15 \$ pour un euro en janvier, le taux de change de l'euro par rapport au dollar a poursuivi son léger repli à environ 1,12 \$ en mai.

Le prix du pétrole a rebondi début 2019, avant de chuter à nouveau fin mai

Le prix du baril de Brent est passé de 55 \$ en janvier 2019 à plus de 70 \$ en avril, avant de retomber en-deçà de 65 \$ fin mai, niveau retenu comme hypothèse de prévision jusqu'à la fin 2019. Les diverses tensions géopolitiques au Moyen-Orient ainsi que les objectifs de production des pays de l'OPEP sont autant d'aléas qui peuvent jouer sur ces cours, dans un contexte de stocks américains élevés.

Le commerce mondial continuerait de ralentir progressivement

Les effets de la guerre commerciale se manifesteraient dès le printemps

Après plusieurs relèvements réciproques de taxes douanières entre les États-Unis et la Chine en 2018, les échanges mondiaux ont connu une légère embellie durant les négociations de début 2019 entre les deux pays. Mais cette pause dans l'escalade des barrières douanières s'est achevée en mai avec le relèvement des taxes de 10 % à 25 % sur 200 milliards de dollars d'importations américaines en provenance de Chine ainsi que les représailles chinoises qui ont suivi. Cette reprise récente des mesures protectionnistes pèserait plus particulièrement sur les achats et les ventes des deux pays à partir du deuxième trimestre.

L'activité américaine ralentirait en cours d'année

Dans ces conditions, le commerce extérieur, qui a nettement soutenu la croissance des États-Unis au premier trimestre 2019 (contribution de +0,2 point de PIB), pèserait à nouveau un peu d'ici la fin de l'année. Si la croissance américaine a été dynamique (+0,8 % au premier trimestre 2019, l'effet du *shutdown* ayant pu être plus faible qu'anticipé), la demande intérieure n'y a participé que pour +0,4 point de PIB. Après une légère accélération au printemps, la contribution de la demande intérieure demeurerait autour de +0,5 point de PIB par trimestre d'ici la fin de l'année : la consommation des ménages tout comme l'investissement privé ne croîtraient en effet que de l'ordre de 0,5 % par trimestre durant le second semestre 2019.

Sous l'hypothèse d'un accord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne sur le *Brexit*, la croissance britannique calerait au printemps avant de repartir à l'été (+0,4 %) puis de ralentir à nouveau en fin d'année (+0,1 %).

L'activité japonaise serait marquée par la hausse de la taxe à la consommation

Au Japon, après une croissance de +0,6 % au premier trimestre 2019, portée par les échanges extérieurs, l'activité ralentirait au printemps malgré le soutien apporté par les incitations fiscales auprès des entreprises lors des négociations salariales. La consommation des ménages serait ensuite plus vive durant l'été, en anticipation de la hausse de deux points de la taxe à la consommation prévue pour octobre. Comme lors de la précédente hausse de cette taxe en 2014, la consommation se replierait nettement à l'automne, entraînant le PIB à la baisse.

Vue d'ensemble

Le ralentissement chinois serait contenu par des politiques publiques en faveur de la demande

L'activité chinoise résisterait malgré les conséquences de la guerre commerciale avec les États-Unis. En effet, les mesures publiques récentes contribueraient à en limiter le ralentissement via le soutien de la demande intérieure (baisse de taxe sur la valeur ajoutée, incitations fiscales à l'achat de véhicules hybrides, soutien à l'investissement immobilier par exemple).

Le climat économique européen s'assombrit depuis plusieurs trimestres

Croissance modérée en zone euro, après le creux de fin 2018

Depuis le début de l'année 2018, les climats des affaires se replient dans tous les grands pays de la zone euro, de façon plus marquée dans l'industrie que dans les services. Les quelques rebonds ponctuels observés récemment ne semblent présager, au mieux, que d'une stabilisation. Outre les soucis de production fin 2018 dans l'automobile et la chimie en Allemagne, le contexte international a pu peser sur le moral des entrepreneurs.

Les gains de pouvoir d'achat seraient importants dans les principaux pays de la zone euro

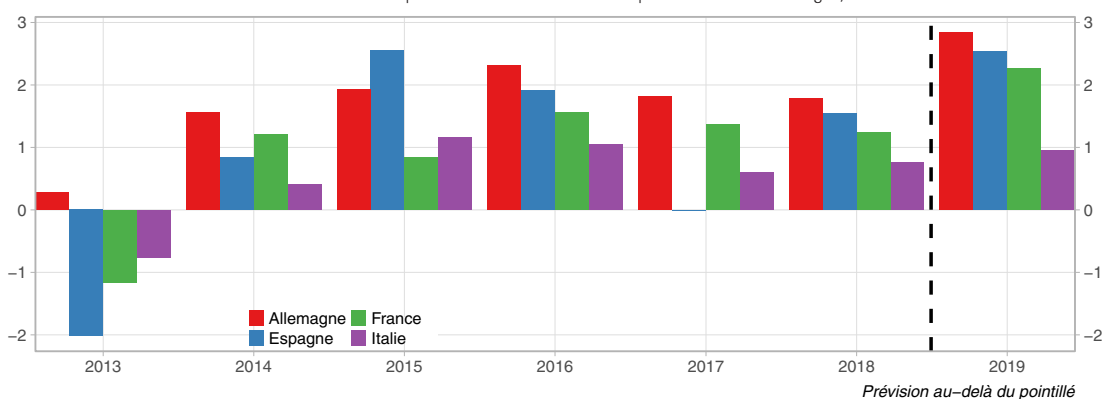
De nombreuses mesures ont été mises en place depuis le début 2019 pour donner de l'élan au revenu des ménages (*graphique 1*) : relèvement des salaires de la fonction publique et des allocations familiales ainsi qu'allègement d'impôts et de cotisations sociales en Allemagne ; revenu de citoyenneté et abaissement de l'âge de départ à la retraite en Italie ; hausse de plus de 20 % du salaire minimum en Espagne ; mesures d'urgence économiques et sociales en France. Elles conduiraient à une accélération des gains de pouvoir d'achat pour les ménages européens de +2,2 % en 2019, après +1,8 % en 2018 et +1,5 % en 2017. Mais ces revenus ne seraient pas entièrement dépensés à court terme et la consommation progresserait plus faiblement, comme cela a été constaté en début d'année (+0,5 % au premier trimestre contre +1,2 % de pouvoir d'achat). La consommation n'en constituerait pas moins un soutien majeur à l'activité, qui ne serait qu'en partie contrebalancé par une contribution négative du commerce extérieur (contribution de -0,2 point à la croissance du PIB en 2019 après +0,1 point en 2018).

Le dynamisme espagnol et la morosité italienne persisteraient

En conséquence, l'activité de la zone euro croîtrait de l'ordre de +0,3 % par trimestre d'ici la fin de l'année 2019. Comme durant l'année passée, la croissance serait relativement dynamique en Espagne (+0,6 % par trimestre) et le serait moins en France (+0,3 %) et en Allemagne (+0,2 %) tandis que l'activité italienne connaîtrait encore une conjoncture morose (+0,2 % puis +0,1 % par trimestre d'ici la fin de l'année).

1 - Le pouvoir d'achat des ménages des grands pays de la zone euro accélérerait nettement en 2019

variations annuelles du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages, en %



Source : Eurostat, prévisions Insee

En moyenne annuelle, le dynamisme des exportations françaises continuerait de s'essouffler, dans le sillage de la demande mondiale

Après un repli prévu au printemps, les livraisons manufacturières françaises pourraient connaître une accélération d'ici la fin 2019

Les exportations françaises ont ralenti au premier trimestre (+0,4 %) après une fin d'année 2019 dynamique. Au deuxième trimestre, elles se replieraient (-0,7 %) notamment du fait de l'absence de livraison de paquebot après deux trimestres successifs où ces ventes exceptionnelles ont contribué pour près d'un point de pourcentage aux exportations manufacturières trimestrielles. Après une expansion durant l'été (+0,7 %) plus en ligne avec la demande mondiale, les exportations accéléreraient en fin d'année (+1,4 %) tirées par l'accélération des ventes aéronautiques. En moyenne en 2019, les exportations poursuivraient leur ralentissement engagé depuis deux ans (+2,5 % après +3,5 % en 2018 et +4,0 % en 2017).

La contribution du commerce extérieur à la croissance serait légèrement négative en 2019

Les importations connaîtraient une pause au printemps (-0,3 % après +1,4 % durant l'hiver), avant de croître à nouveau à un rythme proche de 1,0 % par trimestre durant la seconde moitié de l'année, pour servir la demande intérieure. En 2019, elles augmenteraient de 2,8 % après +1,2 % en 2018. Ainsi, la contribution du commerce extérieur à la croissance redeviendrait légèrement négative en 2019 (-0,1 point) après avoir été un soutien fort en 2018 (+0,7 point).

La croissance française serait comparable à celle de la zone euro

Depuis début 2019, le climat des affaires s'est repris, dans l'industrie comme dans les services

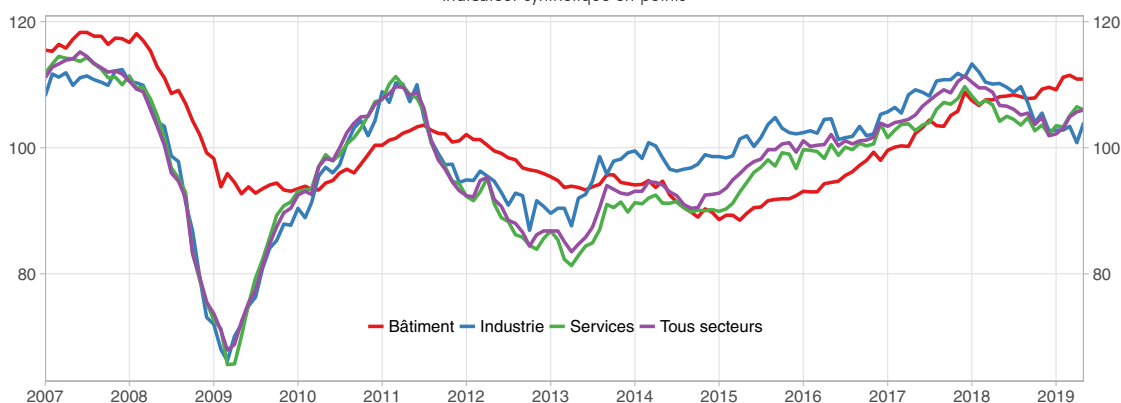
Après avoir perdu près de 10 points entre fin 2017 et fin 2018, le climat des affaires en France s'est un peu redressé depuis le début de l'année 2019 (graphique 2). Il s'est établi en mai à 106, au-dessus de sa moyenne de longue période. Les climats sectoriels dans les services et l'industrie ont suivi à peu près la même chronique, atteignant 106 et 104 en mai.

L'activité économique française conserverait une croissance de +0,3 % par trimestre jusqu'à la fin 2019

Dans ce contexte, l'économie française garderait un rythme de croissance de l'ordre de +0,3 % par trimestre jusqu'à la fin de l'année. La consommation des ménages (environ +0,4 % par trimestre) en serait le principal moteur. En effet, en 2019, les ménages accroîtraient leur consommation de +1,3 %, après +0,9 % en 2018 ; à l'inverse, l'investissement des entreprises ne croîtrait plus que de +3,3 % en 2019, évolution certes dynamique mais moins importante qu'en 2018 (+3,9 %) et a fortiori qu'en 2017 (+5,0 %). Au niveau des branches, l'accroissement de la valeur ajoutée viendrait bien plus des services

2 - Le climat des affaires en France se reprend début 2019 après avoir nettement baissé tout au long de l'année 2018

indicateur synthétique en points



Source : Insee, enquêtes de conjoncture

marchands (de l'ordre de +0,4 % par trimestre d'ici la fin de l'année) que de l'industrie ou de la construction. Après le ralentissement économique de 2018, cette poursuite de la croissance à un rythme trimestriel proche de celui observé depuis début 2018 conduirait à une décélération du PIB en moyenne annuelle, à +1,3 % en 2019 après +1,7 % en 2018 et +2,4 % en 2017 (*graphique 3*)

Le rythme des créations d'emploi marchand resterait soutenu en 2019

La croissance, certes modérée, de l'activité économique suffirait à prolonger la baisse du taux de chômage

Au premier trimestre 2019, l'emploi marchand (+92 000) a crû vivement. L'intérim y a contribué (+8 000), après une année de repli. L'emploi industriel a aussi confirmé son orientation récente à la hausse, tandis que les créations dans la construction sont demeurées dynamiques. D'ici la fin de l'année, les créations d'emploi marchand se poursuivraient au rythme de +40 000 par trimestre, comparable à celui observé en 2018. Au total, l'emploi salarié marchand non agricole croîtrait de 213 000 après 167 000 en 2018 et 323 000 en 2017.

Après une réduction en 2018, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés serait quasiment stable en 2019. L'emploi non marchand croîtrait donc légèrement, si bien que l'emploi total augmenterait de 241 000 en 2019, après +182 000 l'an passé.

Le taux de chômage baisserait au rythme de 0,1 point par trimestre

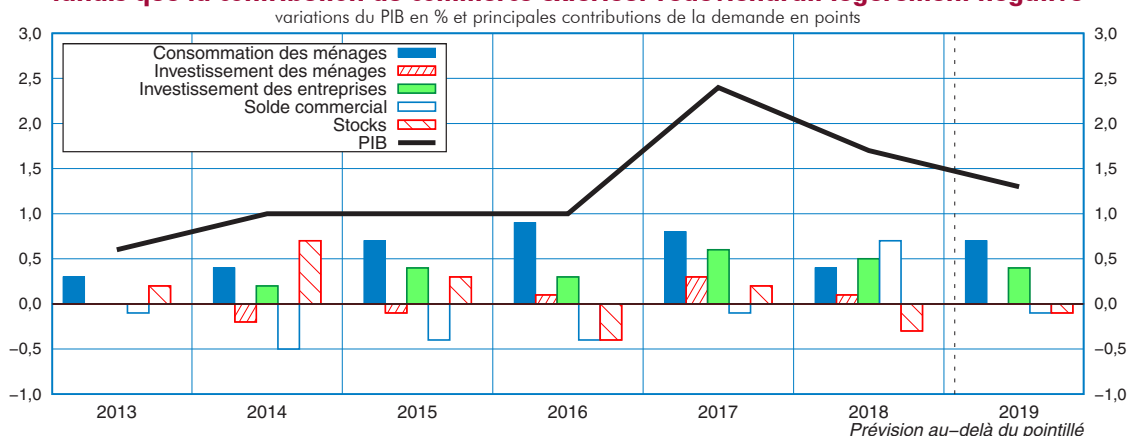
Dans un contexte de ralentissement graduel de la population active, ces créations d'emploi permettraient la poursuite du recul du taux de chômage, de l'ordre de 0,1 point par trimestre. Il atteindrait ainsi 8,3 % à l'automne prochain, après 8,7 % l'hiver dernier.

L'inflation se maintiendrait entre +1 % et +1,5 % jusqu'à la fin 2019

Le pouvoir d'achat des ménages progresserait vivement en 2019

L'inflation a reflué en deçà de 1,5 % en début d'année 2019. La hausse du seuil de revente à perte en février dernier et l'encadrement des promotions, issus de la loi Agriculture et alimentation n'auraient eu qu'un effet limité sur l'indice des prix à la consommation (*éclairage de la fiche Prix à la consommation*). D'ici la fin de l'année, l'inflation d'ensemble fluctuerait entre +1 % et +1,5 %, malgré les hausses prévues des tarifs réglementés de l'électricité en juin et du tabac en novembre. L'inflation sous-jacente évoluerait un peu en dessous de +1 % durant la même période.

3 - La demande intérieure serait le principal soutien de la croissance en 2019, tandis que la contribution du commerce extérieur redeviendrait légèrement négative



Source : Insee

Les salaires ont bondi au premier trimestre 2019 avec la prime exceptionnelle exonérée d'impôts et de cotisations sociales

La prime exceptionnelle proposée dans le cadre des mesures d'urgence économiques et sociales a stimulé la croissance du salaire moyen par tête (SMPT) nominal dans le secteur marchand non agricole à +1,0 % au premier trimestre 2019. En effet, plus de 2 milliards d'euros ont été versés par les entreprises entre fin décembre et mars. Une partie cependant de ce montant a pu venir en substitution des primes soumises à impôts et cotisations sociales habituellement versées aux salariés durant cette période. Le retour à des revenus d'activité plus habituels au deuxième trimestre conduirait à un repli du SMPT (-0,4 %), avant qu'il ne retrouve une croissance de 0,5 % par trimestre jusqu'à la fin de l'année. Au total, le SMPT nominal croîtrait de 1,9 % en 2019 (+0,8 % en termes réels), après +1,7 % en 2018 comme en 2017 (respectivement +0,2 % et +0,8 % en termes réels).

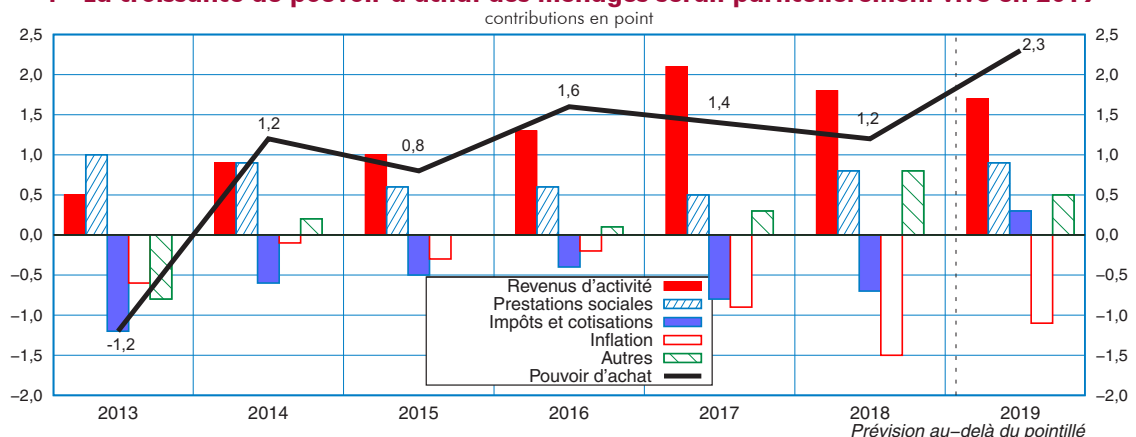
Le pouvoir d'achat des ménages accélérerait en 2019

Au premier trimestre 2019, la vivacité des revenus d'activité s'est accompagnée de la revalorisation et de l'extension des conditions d'octroi de la prime d'activité, de la baisse du taux de CSG pour certaines catégories de revenus, ainsi que de l'exonération d'impôts et de cotisations sociales des heures supplémentaires. L'accroissement du revenu des ménages a ainsi atteint 1,0 % au premier trimestre. La prime exceptionnelle n'étant pas versée au trimestre suivant, la masse salariale versée aux ménages et leur revenu disponible brut (RDB) ne progresseraient que faiblement. Ce revenu repartirait à l'été (+0,5 %) puis accélérerait à l'automne (+1,0 %) du fait de la poursuite de la réduction de la taxe d'habitation. En moyenne en 2019, le RDB des ménages croîtrait de +3,4 % après 2,7 % l'année précédente. Les gains de pouvoir d'achat du RDB seraient de +2,3 % (soit +1,8 % par unité de consommation, UC) après +1,2 % en 2018 (soit +0,7 % par UC, *graphique 4*).

La consommation des ménages, mais aussi l'épargne, bénéficieraient de ces gains de pouvoir d'achat

Profitant des fortes hausses du revenu réel fin 2018 et début 2019 et du retour de la confiance des ménages à son niveau moyen de long terme, la consommation des ménages augmenterait à un rythme de l'ordre de 0,4 % par trimestre jusqu'à la fin de l'année (*dossier Quel lien entre pouvoir d'achat et consommation des ménages en France aujourd'hui ?*). Les ménages continueraient ainsi de lisser les effets sur leur consommation des fluctuations trimestrielles de leur revenu. Ainsi, le taux d'épargne, après un pic à 15,3 % en début d'année redescendrait entre 14,7 % et 15,0 % au second semestre 2019. En moyenne annuelle, les dépenses de consommation des ménages croîtraient de 1,3 % en 2019 après +0,9 % en 2018 et +1,6 % en 2017.

4 - La croissance du pouvoir d'achat des ménages serait particulièrement vive en 2019



Source : Insee

L'investissement des entreprises soutiendrait la croissance, mais de manière plus modérée

Les difficultés d'offre restent importantes mais s'atténuent un peu

Les tensions sur les capacités de production et les équipements, qui ont atteint des niveaux élevés fin 2018, se sont un peu atténuées début 2019, et symétriquement les restrictions d'activité des entreprises associées à la demande se sont légèrement redressées (*graphique 5*). Cette inflexion pourrait conduire les entreprises à revoir légèrement à la baisse leurs perspectives d'investissement. Elles restent néanmoins allantes, soutenues par des conditions de financement favorables et, ponctuellement, par la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en réduction pérenne de cotisations sociales patronales. Ainsi, l'investissement en services ralentirait en 2019 (+4,2 % après +5,5 % en 2018). L'investissement en produits manufacturés décélérerait au second semestre après un début d'année dynamique. Il croîtrait de +3,7 % en 2019, après +2,0 % en 2018.

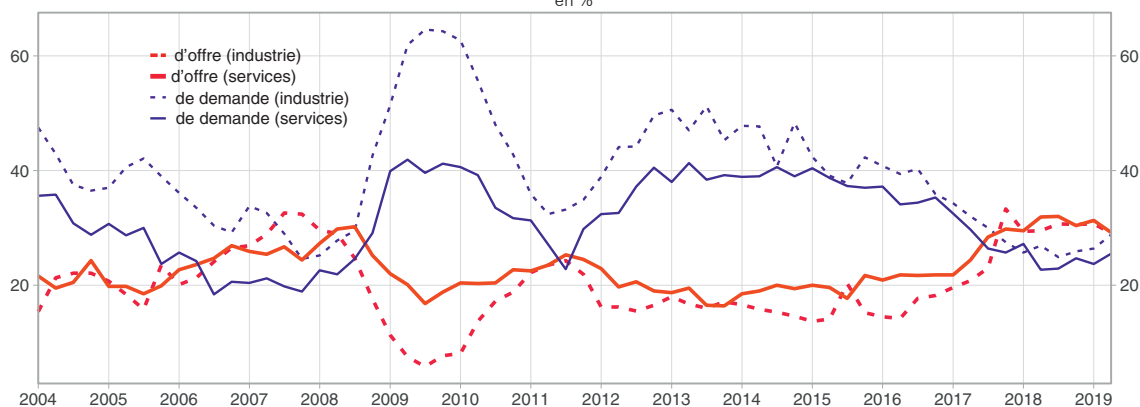
En outre, en cette année précédant les élections municipales, l'investissement des administrations publiques conserverait sa vigueur : il progresserait de 2,9 % (après +2,4 % en 2018), soutenu notamment par la construction publique.

Le repli de l'investissement des ménages se poursuivrait

L'investissement des ménages continuerait de se replier (de l'ordre de -0,1 % à -0,3 % par trimestre) jusqu'à la fin 2019. La tendance à la baisse des mises en chantier pèse toujours sur l'investissement en bâtiment et n'est pas compensée par l'accroissement modeste de l'activité d'entretien et d'amélioration. Par ailleurs, le volume des transactions de logements anciens demeure élevé mais n'augmente plus, conduisant à une stagnation du niveau d'investissement des ménages en services. En variation annuelle, le ralentissement de l'investissement des ménages en 2019 conduirait à un repli de 0,3 % après +2,0 % en 2018 et +6,6 % en 2017.

5 - Les difficultés d'offre s'atténuent un peu ; symétriquement, celles liées à la demande ressurgissent

proportion d'entreprises confrontées uniquement à des difficultés...
en %



Source : Insee enquêtes de conjoncture

L'issue des négociations commerciales fait peser une menace sur l'activité mondiale

Les effets de l'escalade protectionniste pourraient être plus importants en 2019 que l'an passé

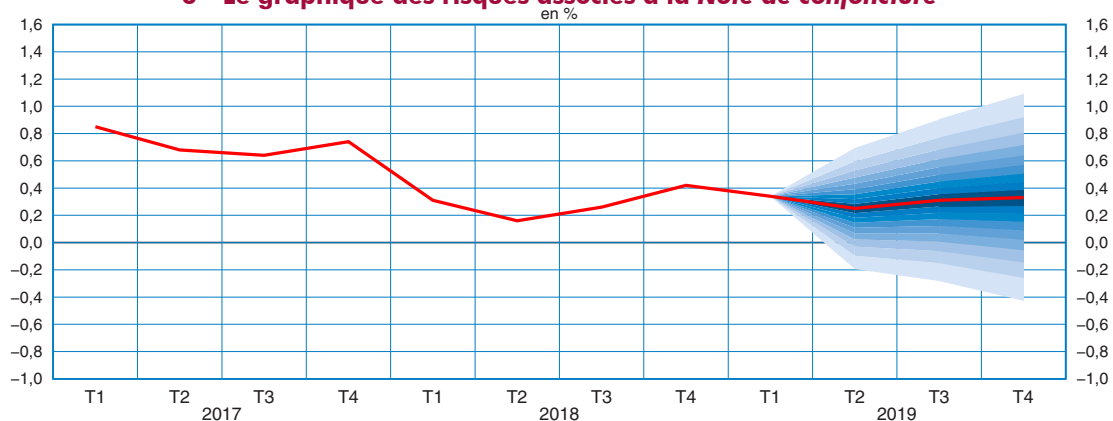
Les effets des différentes vagues de mesures protectionnistes prises en 2018 ne sont pas encore tous matérialisés que de nouveaux relèvements tarifaires ont été annoncés par les États-Unis. Leurs impacts et ceux des représailles pourraient être d'autant plus marqués et longs à se manifester qu'ils s'accompagnent potentiellement de mesures unilatérales allant au-delà du relèvement des barrières douanières. La guerre commerciale actuellement centrée sur la Chine et les États-Unis, pourrait également venir affecter directement l'Europe et les produits qu'elle exporte en masse, comme l'automobile.

Par ailleurs, les négociations sur le *Brexit* ne sont toujours pas achevées et font toujours peser leur lot d'incertitudes de part et d'autre de la Manche (*éclairage* de la fiche Royaume-Uni).

Dans quelle proportion le soutien budgétaire au revenu des ménages en zone euro se transmettra-t-il à la consommation ?

En zone euro, les réactions des agents économiques aux mesures de soutien budgétaire restent incertaines. Ces mesures, soutenant notamment la consommation des ménages, contribueraient certes favorablement à la croissance d'ici la fin de l'année, mais l'ampleur de leur impact dépendra de l'arbitrage que feront les ménages entre la consommation et l'épargne. Enfin, en France, il n'est pas exclu que le récent rebond du climat des affaires et de la confiance des ménages puisse conduire à une activité plus dynamique que prévu. ■

6 - Le graphique des risques associés à la Note de conjoncture



Lecture : le graphique des risques retrace, autour de la prévision centrale (en trait bleu), 90 % des scénarios probables. La première bande, la plus foncée, décrit les scénarios les plus probables autour du scénario central, l'ensemble de ces scénarios ayant une probabilité totale de 10 %. La deuxième, un peu moins foncée, se décline en deux sous-bandes immédiatement au-dessus et immédiatement en dessous de la bande centrale ; elle contient les scénarios qui suivent en termes de probabilité, de telle sorte que la probabilité totale des deux premières bandes atteigne 20 % ; et ainsi de suite, en allant du centre vers l'extérieur et de la bande la plus foncée à la bande la plus claire, jusqu'à atteindre 90 % (cf. la Note de conjoncture de l'Insee de juin 2008, pages 15 à 18). On peut alors estimer que le premier résultat qui sera publié dans les comptes trimestriels pour le deuxième trimestre 2019 a 50 % de chances d'être compris entre +0,1 % (bas de la cinquième bande en partant du bas) et +0,4 % (limite supérieure de la cinquième bande en partant du haut) et 90 % de chances d'être compris entre -0,2 % et +0,7 %. Au troisième trimestre 2019, l'intervalle de confiance à 90 % est [-0,3 % ; +0,9 %].

Source : Insee

Chiffres-clés : la France et son environnement international

	2017				2018				2019				2017	2018	2019
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Environnement international															
PIB des économies avancées	0,6	0,7	0,7	0,5	0,5	0,7	0,4	0,4	0,5	0,3	0,4	0,3	2,4	2,2	1,8
PIB de la zone euro	0,7	0,7	0,7	0,7	0,4	0,4	0,1	0,2	0,4	0,3	0,3	0,3	2,5	1,9	1,2
Baril de Brent (en dollars)	54,7	50,9	52,2	61,5	66,8	74,4	75,2	67,4	63,2	69,0	65,0	65,0	54,8	71,0	65,5
Taux de change euro-dollar	1,06	1,0	1,17	1,18	1,23	1,19	1,16	1,14	1,14	1,13	1,13	1,13	1,13	1,18	1,13
Demande mondiale adressée à la France	1,6	1,5	1,0	1,9	0,6	0,7	0,7	0,3	1,1	0,4	0,7	0,6	5,5	3,9	2,7
France équilibre ressources-emplois															
Produit intérieur brut	0,9	0,7	0,6	0,7	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	2,4	1,7	1,3
Importations	2,0	-0,1	1,4	0,6	-0,7	0,8	-0,2	1,1	1,4	-0,3	0,9	1,1	4,1	1,2	2,8
Dépenses de consommation des ménages	0,3	0,3	0,6	0,2	0,3	-0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	1,6	0,9	1,3
Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM	0,2	0,4	0,6	0,2	0,0	0,1	0,1	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	1,5	0,8	1,0
FBCF totale	2,4	1,1	1,2	0,9	-0,1	1,0	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	5,0	2,8	2,3
dont : ENF	3,0	0,7	1,5	1,4	-0,1	1,3	1,3	0,8	0,7	0,8	0,5	0,4	5,0	3,9	3,3
Ménages	2,2	2,2	0,8	0,5	0,1	0,7	0,3	-0,3	0,0	-0,3	-0,2	-0,1	6,6	2,0	-0,3
Exportations	-0,2	2,5	0,7	2,1	-0,4	0,7	0,5	2,0	0,4	-0,7	0,7	1,4	4,0	3,5	2,5
Contributions (en point)															
Demande intérieure hors stocks ¹	0,7	0,5	0,7	0,4	0,1	0,1	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	2,3	1,3	1,4
Variations de stocks ¹	0,8	-0,6	0,2	-0,1	0,1	0,1	-0,4	-0,2	0,3	0,0	-0,1	-0,1	0,2	-0,3	-0,1
Commerce extérieur	-0,7	0,8	-0,2	0,4	0,1	0,0	0,2	0,3	-0,3	-0,1	0,0	0,1	-0,1	0,7	-0,1
France situation des ménages															
Emploi total (variation en fin de trimestre)	96	96	52	99	46	23	39	74	98	47	49	48	343	182	241
Salariés du secteur marchand non agricole	77	85	52	108	39	31	34	63	92	41	40	40	323	167	213
Taux de chômage BIT France (hors Mayotte) ²	9,6	9,5	9,6	8,9	9,2	9,1	9,1	8,8	8,7	8,5	8,4	8,3	8,9	8,8	8,3
Indice des prix à la consommation ³	1,1	0,7	1,0	1,2	1,6	2,0	2,2	1,6	1,1	1,3	1,0	1,4	1,0	1,8	1,2
Inflation « sous-jacente » ³	0,4	0,4	0,5	0,6	0,9	0,8	0,7	0,7	0,5	0,8	0,9	1,0	0,5	0,8	0,8
Pouvoir d'achat des ménages	0,2	0,6	0,5	0,6	-0,7	0,9	0,3	1,1	0,9	-0,2	0,2	0,8	1,4	1,2	2,3

■ Préviation

1. Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur

2. Pour les données annuelles, le taux de chômage correspond au taux de chômage du dernier trimestre de l'année

3. Glissement annuel sur le dernier mois du trimestre, puis variation de moyenne annuelle

Note : les volumes sont calculés aux prix de l'année précédente chaînés, données cvs-cjo, moyennes trimestrielles ou annuelles, en %.

APU : administrations publiques

ENF : entreprises non financières

ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages

PIB : produit intérieur brut

FBCF : formation brute de capital fixe

Chômage BIT : chômage au sens du Bureau international du travail

Source : Insee